

## LA CRISE QUI VIENT : LA NOUVELLE FRACTURE TERRITORIALE

Laurent Davezies  
La crise qui vient  
La nouvelle fracture territoriale

Pour comprendre la crise économique qui frappe la France depuis 2008, on ne peut pas se contenter des agrégats économiques globaux. Il faut, au contraire, mener une analyse fine, à l'échelle des territoires, des bassins d'emploi, des villes. Par le passé, la France a réussi à maintenir une certaine égalité entre régions « riches » et « pauvres », grâce à de coûteux transferts financiers. Mais, avec la crise des finances publiques et sociales, cette époque s'achève. Peut-on soutenir les régions en difficultés sans freiner le développement des grandes métropoles ? Devra-t-on bientôt choisir entre l'égalité territoriale et l'efficacité économique ? Ce livre propose un triple point de vue sur les difficultés la France rencontre aujourd'hui : **infranational**, en ce qu'il révèle le morcellement territorial à l'œuvre ; **politique**, parce que la déstabilisation de certains territoires provoque la montée des populismes ; **prospectif**, le sevrage de la dépense publique et l'énergie chère laissent prévoir un ébranlement des territoires suburbains. Au milieu de ces bouleversements, nous voyons se dessiner une nouvelle carte : la France en crise des années 2010-2020.

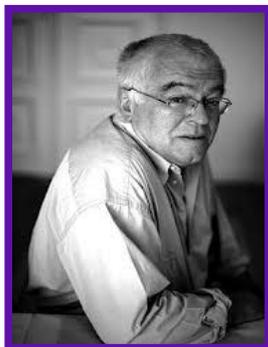
### Résumé de l'ouvrage

L'ouvrage analyse les effets territoriaux des crises qui frappent simultanément notre pays. Crise financière, crise de la dette, crise de l'énergie : chacune, à sa façon, joue et jouera fortement sur le destin des territoires. Ces chocs et leurs impacts territoriaux ne sont pas conjoncturels, mais structurels. Ils signent la fin d'un cycle de trente ans.

Durant les grandes crises antérieures (1973, 1983, 1993), qui avaient accéléré les changements structurels dans le pays, les aides publiques avaient permis aux territoires de connaître un développement aussi inattendu qu'ignoré. Hier, les amortisseurs étaient plus puissants que les chocs. Ce n'est plus le cas depuis 2008. Avec la crise des finances publiques et sociales, ce qui, hier, avait porté et protégé les territoires les menace aujourd'hui. Une ère s'achève : celle de la croissance et du développement des territoires suburbains, fondée sur la consommation (elle-même financée par les déficits publics et l'endettement). De plus en plus, notre société sera assise sur une croissance faible, le sevrage de la dépense publique et la restriction du crédit. L'énergie chère et la crise de l'économie résidentielle laissent prévoir un retour à la production et aux métropoles.

Les cartes se redistribuent. Les changements en cours remettent en cause le mode de développement qui prévalait depuis trente ans. En d'autres termes, le nouvel ouvrage de Davezies annonce et décrit la crise des années 2010-2020.

## AUTEUR



**Laurent Davezies** est professeur au CNAM, titulaire de la chaire «Économie et développement des territoires » ainsi qu'à Science-Po. Spécialiste des questions d'économie régionale et urbaine, il a notamment publié la république et ses territoires ; la circulation invisible des richesses (Seuil/ La république des Idées,2008).

## TABLE DES MATIERES

Introduction	
Déglobaliser la crise.....	7
Chapitre 1	
La crise financière et bancaire.....	17
Chapitre 2	
La crise des dettes publiques.....	49
Chapitre 3	
La croissance contre l'égalité territoriale ?.....	79
Conclusion	
L'équilibre territorial en temps de crise.....	103

## Synthèse

### Chapitre 1 : La crise financière et bancaire

Actuellement, la France est plongée dans un univers de crises non plus successives, mais combinées. Il existe 3 crises différentes : la crise environnementale écologique, crise des matières premières (le prix du baril qui a été multiplié par 5 passe de 30\$ à 150\$) et la crise financière. A tout cela s'ajoute en 2011 le déficit important de la France. En termes de PIB la crise de 2008/2009 a été la plus soudaine et la plus brutale. D'un point de vue global, la crise a eu un impact relativement amorti sur l'emploi, mais cela n'est plus vrai au niveau local. Le choc a été très asymétrique : il s'est concentré dans le nord-est du pays mais aussi le long de la « diagonale du vide ». Mais il a épargné le Sud et l'Ouest. Entre 2008 et 2009, le recul le plus important est en Lorraine, en Franche-Comté, en Haute-Normandie et dans le Limousin. Ces régions ont perdu 3% de leur emploi. En Corse, toutes les catégories d'emploi progressent ; c'est la seule région dans ce cas. Mais les grandes villes résistent mieux que le reste du pays. Pour la première fois depuis la crise de 1974, les grandes métropoles ont été largement protégées.

Une "France productive, marchande et dynamique, concentrée dans les grandes villes, où se forment les nouveaux atouts de la compétitivité du pays". La crise affecte l'emploi mais on peut constater que l'emploi masculin est le plus touché. En effet les restructurations du système détruisent des emplois masculins et créent des emplois féminins. En 2009, la crise a été forte du point de vue du PIB. Mais si l'on regarde les fondamentaux que sont le revenu des ménages, l'emploi, la consommation, elle a été très fortement amortie. L'un des principaux amortisseurs de la crise a été le niveau des dépenses publiques. Alors que les revenus du travail ont baissé, les salaires publics et les prestations sociales ont suffisamment progressé pour que les revenus globaux continuent d'augmenter, dans toutes les régions de France. Ce qui a permis à la France de pouvoir tenir le choc, sont les différents amortisseurs qui ont permis d'atténuer la crise de 2008/2009 en matière de revenu, d'emploi et de consommation.

---

## Chapitre 2 : La crise des dettes publiques

Après une année 2010 qui laissait espérer un retour à la normale avec un redressement de tous les indicateurs macro-économiques, la crise des dettes souveraines a éclaté à l'été 2011. L'endettement n'est pas en soi une erreur, au contraire c'est grâce à cela que l'économie a connu des progrès. Mais quand l'emprunt public ne sert plus à l'investissement ou à la relance et ne fait que combler les déficits courants, il devient un problème ; comme c'est le cas d'aujourd'hui. Actuellement, il existe beaucoup d'inégalité entre les espaces riches comme L'île de France et les espaces pauvres, ceux qui bénéficient davantage des dépenses publiques et d'autres moins. Malgré ces différences, la redistribution joue un rôle principal d'instrument de cohésion territoriale en France aujourd'hui, elle permet d'assurer un équilibre territorial entre ces espaces riches et pauvres. L'État et la Sécurité Sociale effectuent des prélèvements proportionnels aux revenus des ménages et donc des territoires. Cependant certains territoires contribuent plus au développement économique de la France comme l'Île de France, en 2006 elle était à l'origine de 29% de la valeur ajoutée dans le pays. Pour faire face aux différentes inégalités entre les régions, un système de redistribution inter-régional a été mis en place ; c'est-à-dire que les régions qui ont un PIB élevé payent pour d'autres régions qui ont un PIB faible. Ce mécanisme a permis la croissance des régions les moins compétitives. D'où l'apparition de quatre France, une France productive marchande et dynamique concentrée dans les plus grandes villes, une France non productive non marchande mais quand même dynamique grâce aux revenus du tourisme, des salaires publics et des retraites, une France productive marchande et en difficulté dans les bassins industriels sinistrés en particulier dans le Nord, et enfin une France non productive non marchande et en difficulté dans le nord-est frappée par le déclin industriel.

---

## Chapitre 3 : La croissance contre l'égalité territoriale

Avant la crise de 2008-2009, la croissance française était structurellement menacée. Depuis 1960 le taux annuel moyen a perdu un point par décennie. Aujourd'hui la France espère atteindre un taux de croissance de 2 ou 3% alors qu'avant elle espérait atteindre un taux de 6 ou 10%. Les quatre plus grandes métropoles françaises dites "la France marchande dynamique" sont Paris, Marseille, Lille et Lyon. Elles ont les résultats économiques excellents sur le plan social et démographique. En revanche, ce sont les territoires dits "périphériques" et "résidentiels" qui avec 44% de la population française sont les plus attractifs. Les territoires qui vont être le plus pénalisés sont les zones "marchandes" et "non marchandes" en difficulté. En France dans les cinq années précédant le recensement de 2006, 11% des familles de cadres ont changé de résidence et seulement 4% des familles d'ouvriers. Le Nord-est, Île de France comprise, a un solde migratoire d'actif négatif, l'ouest et le sud ont un solde positif.

---

## Critique de l'ouvrage par Simon Barthélémy

C'est un miroir que Laurent Davezies tend à la France, et son reflet est inquiétant. « La crise qui vient », annoncé par le professeur au CNAM, est celle de la rupture de l'égalité entre les territoires de la République. Cerné par la désindustrialisation, l'énergie chère, la fin du modèle de consommation par l'endettement et l'« assèchement des finances publiques », le pays va voir creuser les « nouvelles factures » entre « quatre France ».

La première est productive, marchande et dynamique. C'est celle des métropoles, celle qui concentre 36% de la population. La deuxième (44%) est non productive et non marchande, mais dynamique notamment grâce au tourisme et aux retraités au sud d'une ligne Cherbourg-Nice. Les deux dernières sont en souffrance. L'une est encore productive et marchande, mais « composée de bassins industriels déprimés, principalement dans le nord du pays, dont le déclin semble difficile à enrayer ». L'autre, non productive et non marchande, représente 12% des Français, essentiellement du nord-est du pays, dépendant des injections de revenus sociaux. Or, la réduction des déficits publics va empêcher la France de s'en remettre à ses traditionnels « amortisseurs sociaux » : redistribution des aides vers les régions pauvres et développement de l'emploi public.

### **Matière grise de demain :**

Pour l'auteur, le « redressement productif » de la France ne passera pas par là, mais par les métropoles, où « se concentrent les facteurs immatériels cruciaux de l'économie de demain », au premier rang desquels la matière grise. Faut-il pour autant abandonner les territoires en difficulté à leur sort ?

### **Dogme de l'austérité :**

Il met toutefois en garde contre la « montée des populismes » dans les régions déstabilisées. Un paragraphe est ainsi consacré à la question du vote Front national dans les territoires périurbains ruraux. Coïncidence douloureuse : le livre est paru en plein débat sur l'avenir des hauts-fourneaux de Florange (Moselle), peu avant que Paris ne se range à la volonté de Mittal de les fermer.